

Si nous avons été agriculteurs!

Benoît Cazabon

Number 43, 2018

La *RNO*... déjà 40 ans!

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1058526ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1058526ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut franco-ontarien

ISSN

0708-1715 (print)

1918-7505 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Cazabon, B. (2018). Si nous avons été agriculteurs! *Revue du Nouvel-Ontario*, (43), 35–43. <https://doi.org/10.7202/1058526ar>

Si nous avions été agriculteurs!

BENOÎT CAZABON

Directeur de la *Revue du Nouvel-Ontario* (1987-1989)

Si nous parlions de patates? Oui, oui, ce simple tubercule, source première de notre alimentation de base, élevé au rang des poutines les plus recherchées dans certaines cultures, à ce point qu'il apparaît au menu chic à New York et Paris, parlons-en. Pourquoi? C'est un tubercule simple. La patate demande peu de soin. Il suffit de mettre en terre un « œil », ce germe qui deviendra la plante. L'automne venu, dans son souterrain se cache une douzaine de nouveaux tubercules au bout des nombreux rhizomes qui le caractérisent. Puis, à côté, cette autre plante racornie aux feuilles flétries. Que s'est-il passé? Une maladie, un manque d'eau ou trop grande abondance de soleil.

À 40 ans de distance, me remémorer les débuts de l'Institut franco-ontarien et de la *Revue du Nouvel-Ontario*, me ravive cette image. Tout était simple. Tout était à créer. Il y avait des tentatives qui rapportaient des dividendes de l'ordre de 10 pour 1. D'autres mourraient en terre sans germer. Simplicité, énergie, autonomie et quelques autres atomes crochus étaient au rendez-vous.

En 1976, l'Institut franco-ontarien naissait. Deux ans plus tard, la *Revue du Nouvel-Ontario*. Pourquoi? Que se passait-il donc à l'Université Laurentienne en ces années-là?

La déferlante de mai 68 continuait de laisser des traces : reconnaissance de distinctions identitaires et donc des points d'ancrage et des appartenances régionales; transformation des rapports au savoir et à ceux qui unissaient professeurs et étudiants; sans compter l'individualisme plus assuré qui se manifestait par la créativité, la revendication et certains avatars. Remise en question de l'autorité, spontanéité, les jeunes étaient majoritaires et ils prenaient la parole. Au Québec, le Parti québécois prenait le pouvoir en 1976 consacrant la fin du terme « Canadien français » en déclin depuis la Révolution tranquille. L'ACFO n'avait-elle pas souligné cette transition lors de son congrès de Cornwall en 1977 « à la recherche d'un nom »? Puis, faut-il le mentionner, l'enseignement universitaire à Sudbury avait été assuré jusque là par les Jésuites et quelques Européens de langue française. Arrivaient de jeunes Québécois laïques (Haïtiens et Africains, des femmes aussi [enfin!]) et une première cohorte de professeurs franco-ontariens. Ces quatre composantes allaient offrir un milieu riche et diversifié. Une véritable communauté naissait.

Une nouvelle réalité et avec elle les noms de Franco-Ontarien et d'Ontarois même, de courte durée celui-là, et la renaissance de celui de Nouvel-Ontario¹ apparaissaient. Donald Dennie signe l'introduction du premier numéro de la *RNO*, et de sa belle plume, il nous laisse un héritage dont on aurait mesuré difficilement à l'époque la justesse et la clairvoyance pour toutes ces années à venir. Ses premiers mots : « La publication de la *Revue du Nouvel-Ontario* marque à la fois la continuation de la tradition du fait français en Ontario, tradition vieille de deux siècles

¹ Le *New Ontario* est né lors du développement de la région, en anglais d'abord. Il fut vite rapatrié par les francophones qui en constituent le peuplement le plus uni et le plus répandu.

et l'émergence de nouvelles réalités francophones dans cette province anglaise ».

Nouvelles réalités? Mais reculons d'un pas. En 1977, j'envoie un message à quelques collègues les invitant à réfléchir sur « La création d'un centre de??? ». C'était le titre de la missive. (Louis-Gabriel Bordeleau, Roger Breton, Gilles Comtois, Donald Dennie, Gaétan Gervais). Après quelques discussions animées naissait l'Institut franco-ontarien. Nous avons défini ses trois axes d'intervention : la documentation, la recherche et la publication. J'avais commandé à Jacques Berger une image de marque, le fameux « fleur de lys et trillium » superposés, une constitution était rédigée. En mai 1978, nous tenions le premier colloque². Mais ici aussi, pourquoi un institut de recherche?

La motivation qui nous animait ne pouvait être plus claire. Sur la base du contexte post soixante-huitard, s'imposait à des jeunes professeurs de construire un enseignement universitaire qui inclurait les nouvelles réalités émergentes. À part l'histoire et le folklore qui jouissaient de recherches sûres, nous ne savions à peu près rien de nous-mêmes. Comment enseigner sur la base de contenus inexistantes? Il fallait meubler la documentation de ce savoir. Quelles sont les sources sûres? Elles sont elles-mêmes inexistantes. À inventer donc. De quelle façon? En effectuant des recherches. Oui, mais comment subventionner celles-ci quand le domaine d'études n'apparaît même pas au registre des Conseils de recherche

² J'ai toujours regretté que cette publication ne fût pas le premier numéro de la revue. C'était tout simplement prématuré. (Benoît Cazabon [dir.], *Langue maternelle, langue première de communication : Actes de colloque 1*, Sudbury, Institut franco-ontarien, Université Laurentienne, 1978, 135 p.)

ou autres bailleurs de fonds³? Nous savions une chose : nous voulions prendre la parole en tant que groupe intellectuel. Et cette parole se manifesterait dans des structures autonomes. La conscience collective d'un « Nous » s'éveillait sans qu'il y ait eu toujours une complicité partagée, du moins, c'était comme cela que je le vivais. Il suffisait que chacun la porte en soi pour que surgissent les besoins, les orientations, et soudain, les premières réalisations. Ainsi est né le besoin d'une publication autonome.

C'est ici qu'il faut comprendre qu'une synergie entre divers acteurs, institutions et réalités sociopolitiques s'était mise en branle. L'objectif : créer des cours à contenu franco-ontarien. Les moyens furent multiples. Des appels à participer à des colloques; des recherches subventionnées souvent par le ministère de l'Éducation, ou par des projets d'été où des étudiants épluchaient des registres de paroisses, des fonds d'archives de maisons d'affaires francophones, ou encore répertoriaient le patrimoine des noms de lieux (toponymie), ou ailleurs, les expressions de nos villages et campagnes (lexicologie). Ainsi naissaient en même temps des sujets de publication, une matière à analyser en documentation et recherche, et des bribes de savoirs pour le but final : l'enseignement des réalités franco-ontariennes.

L'un des moyens privilégiés fut le Groupement inter-universitaire des études franco-ontariennes (GIEFO).

³ Avant même la fondation de l'IFO, j'avais obtenu de peine et de misère un premier octroi de l'Université Laurentienne pour une longue enquête (4 ans) sur l'usage du français dans le nord de l'Ontario. Étude ronéotypée seulement. Fonds de recherche du Recteur de l'Université Laurentienne (1 500 \$) : Mai 1979, Rapport : *Motivations sociolinguistiques chez les Franco-Ontariens à maintenir le français comme langue de communication*, Sudbury, Institut franco-ontarien, Université Laurentienne, 104 p.

Aucun professeur ne pouvait assumer à lui seul le contenu d'un cours. Qu'à cela ne tienne, nous allions nous inviter entre universités (Laurentienne, Glendon et Ottawa) pour assurer un contenu complet. Pour l'anecdote, je rappelle que Yolande Grisé m'avait invité à offrir une conférence sur la langue française en Ontario à l'Université d'Ottawa⁴. Or, ce soir-là, Pierre Bourgault présentait la sienne sur le Québec indépendant dans le grand amphithéâtre. Yolande m'avait demandé poliment si je n'accepterais pas de repousser la mienne au lendemain. La réalité québécoise submergeait ce premier effort d'affirmation franco-ontarienne à l'Université d'Ottawa. Cela donne le ton!

Je rappelle quelques-uns des moments de convergence pour le domaine qui m'intéressait : la linguistique. M. Omer Deslauriers⁵ est président du Conseil des Affaires franco-ontariennes. Je lui fais part de ma préoccupation devant la qualité pour le moins douteuse du français à la fin du secondaire. Les organismes communautaires et socioculturels appuient le projet. Il commande une étude dont je serai responsable auprès du Secrétariat d'État du Canada. Ainsi naît « Le test BGC-75 ». Ce test fut utilisé pendant dix ans auprès des étudiants inscrits à des cours de perfectionnement grâce à une bourse d'été offerte par le Secrétariat d'État, programme géré par l'Université du Québec à Trois-Rivières⁶. Il servira à des

⁴ Je trimbalais le même article dont je répétais le contenu un peu partout : Benoît Cazabon, « Le vocabulaire et la syntaxe du Franco-Ontarien », *Boréal*, 7, Hearst (Ontario), 1977-1978, p. 21-31.

⁵ Pour mieux comprendre le dynamisme de ce personnage, voir Jean Yves Pelletier et François-Xavier Simard, *Omer Deslauriers (1927-1999): visionnaire, rassembleur et bâtisseur, biographie*, Ottawa, Éditions du Vermillon, 2008, 376 p., 112 photos.

⁶ Benoît Cazabon, *Évaluation du programme de bourses aux francophones de milieux minoritaires*, Conseil des Ministres de l'Éducation

classements auprès des étudiants se destinant à la formation enseignante. De là sont nés mes autres projets d'enquêtes sociolinguistiques sur le maintien du français, l'aménagement linguistique dans l'école française⁷, l'enquête sur la faisabilité d'un collège de langue française, etc. Tout se tient! Ce que j'essaie d'illustrer par cet exemple, c'est la ramification des effets et applications. Et c'était comme cela dans tous les secteurs d'activités sociales et culturelles. Nous participions à l'émergence des nouvelles réalités et souvent même, nous insufflions leur arrivée.

Question de recherche : pure ou appliquée? À distance, nous avons une meilleure vue sur notre champ de patates! Au plus creux de nos interrogations était survenue la question : un biologiste peut-il faire partie de l'Institut franco-ontarien? La réponse venait d'elle-même. « Oui, à condition qu'il travaille sur les grenouilles franco-ontariennes! » Boutade à une fausse question : le chercheur de science pure avait avantage à publier dans des revues scientifiques en anglais. Néanmoins, derrière ce flottement passager, une ambiguïté que l'on peinait à nommer concernant la véritable fonction de la *RNO* persistait. Pouvions-nous élever la Revue à son statut de revue universitaire pleinement reconnue? C'était essentiel pour nos curriculumms (*publish or perish*), et ce l'était pour que la revue soit subventionnée. Nous devons jouer sur deux plans en même temps : construire le savoir d'une société indique une route vers la recherche appliquée. De l'autre, se construire une identité universitaire dans une université peu généreuse vis-à-vis de sa minorité représentait un défi

(Canada) et Secrétariat d'État du Canada, 1980, 225 p.

⁷ Benoit Cazabon, Sylvie Lafortune et Julie Boissonneault, *La pédagogie du français langue maternelle et l'hétérogénéité linguistique*, Toronto, Ministère de l'éducation et de la formation de l'Ontario, 1993, 238 p. (vol. 1) et 95 p. (vol. 2).

opposé. Même à l'intérieur de l'Institut nous ne voyions pas l'enjeu de la même façon. Dans certaines disciplines se posait moins le besoin de créer de nouveaux cours et des revues scientifiques; ils existaient. Donc, la recherche empruntait les méthodes reconnues de la discipline et cela menait à des articles selon les normes. Simple et dans les normes universitaires.

Ailleurs, il fallait aller piocher la terre, renchausser les plantes. En un mot, aller dans le champ de patates de la recherche appliquée! Vivre dans la tour universitaire au lac Ramsey et aller à Hanmer et Verner récolter les patates! Il fallait les deux voies en même temps réunies dans une synergie autonomiste. Créer des instruments de recherche précédait même leur utilisation sur le terrain. Les besoins pour de nouveaux contenus de savoirs se multipliaient. Comment les exploiter? La *Revue du Nouvel-Ontario* sera ce levier réconciliant ces deux besoins. Au cours des ans : le syndicalisme et la participation des Franco-Ontariens à la politique (*RNO* n° 2); le mouvement coopératif et économie; la santé et les sports chez les Franco-Ontariens; la perception de soi et celle des autres (*RNO* n° 6); le bilinguisme et le maintien de la langue minoritaire; l'éducation et l'autonomie de la gestion (UFO/SULFO dont la section française du MÉO) (*RNO* n° 7); les institutions (*RNO* n° 8) dont les services en français et la gestion gouvernementale (1984, Loi sur l'usage du français en Ontario, TFO); l'idéologie et la conception de soi (*RNO* n° 11). La nature étant généreuse, le succès consistait à accepter de déposer les germes en terre, année après année.

La complétude institutionnelle constitue un marqueur sûr de la vitalité d'une communauté. Or, nous ouvrons des champs d'études dans tous les domaines. Même les

plus traditionnels comme la religion et la littérature trouvaient leur place. Par exemple, la naissance de l'Association des auteurs et auteures franco-ontariens est le résultat direct d'un colloque de l'Institut franco-ontarien.

Longtemps, la *RNO* se reconnaissait à sa page couverture du graphiste Réal Fortin, un paysage de la route 17, menant à Sudbury, sa tour d'eau, son immense pin (Sainte-Anne-des-pins) et l'emblématique tour des puits de mine. Au numéro 7, on voit apparaître son premier Conseil arbitral constitué d'une brochette de spécialistes de toutes disciplines et de provenances multiples (À mon grand regret, seules deux femmes apparaissent au tableau. Signe d'une époque? Est-elle révolue?) Je contemple ce tableau en page 3 et je suis ému de voir combien la francophonie nord-américaine entière avait répondu à notre appel. Quelques chercheurs européens y apparaîtront plus tard. Nous obtenions par leur présence et soutien la reconnaissance de l'application de nos normes strictes de publication scientifique. Deux parutions ultérieures (n° 9), je pouvais annoncer non sans fierté que la *Revue du Nouvel-Ontario* était dorénavant subventionnée par le Conseil de recherche en sciences humaines du Canada. En rétrospective, je note, avec une pointe d'ironie à peine dissimulée, que le numéro portait sur « L'immersion et les Franco-Ontariens ». Était-ce coïncidence : subvention et langue seconde? Non. Plus sérieusement, la présence de ce tableau de chercheurs externes avait eu son effet.

Puis vint une deuxième génération de chercheurs et professeurs franco-ontariens vers 1990. Une nouvelle impulsion! De beaux numéros toujours. Je suis curieux de savoir où cela a mené la population franco-ontarienne. Où en est-elle présentement? Je me pose les mêmes questions qu'à l'origine. Y a-t-il un répertoire facilement

accessible qui me permettrait de vérifier l'état des lieux? Après 40 ans d'existence, il me semble que des comparaisons fiables devraient être disponibles. Où sont-elles? L'incertitude que j'exprime est due à mon éloignement, bien sûr, retraits et moins au fait! Le bilinguisme des jeunes leur permet-il toujours de maintenir leur langue première? Est-ce que le français est seulement leur langue maternelle? Comment vont les choses en matière d'intégration des nouveaux arrivants socialement parlant, mais aussi, démographiquement⁸? Les municipalités bilingues, les services de santé et de justice?

Après 40 ans, on peut se demander quels sont les facteurs d'épanouissement possibles et quels sont les freins au développement de la société? Une des courroies motrices passe par l'obtention de lois fortes qui permettent à des institutions autonomes d'abriter des individus motivés à se reproduire. Les freins? Des lois peu appliquées; des institutions bilingues où la force dominatrice épuise l'énergie du groupe minoritaire; des individus qui s'accommodent dans un entourage réfractaire au maintien de leurs valeurs. Où en est la société franco-ontarienne? Rien n'est linéaire ni statique. Le passé n'est pas garant de l'avenir comme peuvent le penser certains idéalistes. Néanmoins, il y a maintenant une réalité structurelle en Ontario français. Seule une pensée complexe peut en rendre compte en alliant diverses synergies afin de comprendre leur vitalité. La *Revue du Nouvel-Ontario* a sûrement un programme tout tracé à défricher.

⁸ À titre de consultant externe, je rédige pour le compte du Ministère de l'Immigration du Canada *Le cadre de gestion et de responsabilisation axé sur les résultats et le cadre de vérification axé sur les risques 2008* pour l'application de la politique de l'immigration francophone hors Québec.